

**Nations unies - Salisbury - Armes
chimiques - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 18 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le Royaume-Uni pour ce point de situation très opportun sur les circonstances de l'attaque à l'arme chimique survenue le 4 mars dernier à Salisbury. Je remercie également la Haute représentante pour les questions de désarmement, Mme Nakamitsu, pour son exposé très clair.

Monsieur le Président,

Au lendemain de l'acte hostile du 4 mars, la France avait exprimé sa pleine solidarité avec le Royaume-Uni, et je tiens ici à la renouveler. Nous avons déclaré partager sans réserve l'analyse britannique selon laquelle, d'une part, il est hautement probable que la Fédération de Russie soit responsable de l'attaque et, d'autre part, qu'il n'y a pas d'autre explication plausible de la tentative d'assassinat perpétrée à l'encontre de Serguei Skripal et sa fille. Nous en avons tiré les conséquences qui s'imposaient.

Je voudrais saluer ici la volonté de transparence du Royaume-Uni et la manière dont il a conduit ce dossier, en plein accord avec les dispositions pertinentes de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques. Je rappelle à cet égard que la Convention requiert des Etats de mener leur propre enquête pour un événement survenu sur leur territoire national, et du secrétariat technique de l'OIAC qu'il joue un rôle d'assistance indépendant et impartial. Ces dispositions ont été pleinement suivies et respectées dans le dossier qui nous réunit aujourd'hui. Je réitère aussi notre plein soutien au Directeur général et aux équipes du secrétariat technique, dont je salue l'engagement et le professionnalisme.

Les résultats de l'OIAC, tels qu'ils nous ont été exposés, parlent désormais d'eux-mêmes : ils confirment les conclusions britanniques. Un agent chimique de qualité supérieure, le Novitchok, considéré comme étant de production militaire, a bel et bien été utilisé à Salisbury contre Serguei Skripal et sa fille. Les caractéristiques de cet agent chimique, identifiées de manière indépendante par chacun des laboratoires de l'OIAC, et en particulier son haut niveau de pureté, témoignent d'un savoir-faire que seul un Etat pourrait maîtriser. Sa fabrication et sa manipulation exigent un matériel et une expertise qui ne s'improvisent pas.

Compte tenu de ces éléments, des mobiles possibles et des précédents sur le territoire

britannique, le Royaume-Uni a légitimement demandé à la Fédération de Russie de répondre à une série de questions. Ces questions sont toutes restées sans réponse, depuis désormais plus d'un mois. Nous invitons donc la Russie, à nouveau, puisqu'elle assure vouloir coopérer, à répondre aux questions britanniques sans délai. La Russie doit apporter toutes les clarifications nécessaires sur le développement possible d'un tel programme d'armes chimiques.

Monsieur le Président,

La multiplication des attaques chimiques viole la conscience universelle, elle bafoue le droit, et elle menace notre sécurité. Elle ne constitue pas seulement un affront majeur à la communauté internationale, et à ce Conseil. Elle soulève le risque d'une terrible régression pour nous tous. Ne nous méprenons pas, en effet : à Salisbury, à Douma et ailleurs, ce sont les fondements les plus anciens et parmi les plus solides de notre sécurité collective qui sont délibérément violés, et ainsi mis en danger, tandis que les enceintes chargées de dire et de faire appliquer le droit voient leur action systématiquement entravée. Tel est bien le coeur de l'équation.

Ne nous y trompons pas : ceux qui bloquent notre action, qui violent leurs obligations et qui trichent avec leurs engagements, ceux qui pratiquent délibérément des campagnes de désinformation et de manipulation des faits visant à diviser et désorienter les opinions publiques, prennent la responsabilité d'une grave banalisation de l'emploi d'armes chimiques. Au-delà, ils contribuent au risque de mettre à bas le régime de non-prolifération, quand ils devraient en être les garants.

La France, marquée dans sa chair par les effets dévastateurs des armes chimiques durant le premier conflit mondial, ne tolérera jamais que leur emploi reste impuni - qu'il ait lieu en Syrie, en Europe ou ailleurs. Comme à chaque fois qu'une arme chimique est utilisée, où que ce soit et par qui que ce soit, toute la lumière doit être faite et les responsables doivent rendre des comptes. Mais cela ne suffit pas : nous devons tout faire pour enrayer la menace grave de banalisation de l'emploi d'armes chimiques. Ce doit être notre priorité, et notre priorité commune. C'est tout le sens du partenariat que nous avons lancé à Paris, auquel 28 Etats et organisations ont choisi de se rallier, dont quatre durant cette seule dernière semaine. Face à une telle menace à notre sécurité collective, il ne saurait y avoir de place pour l'impunité. C'est aussi tout l'objet de notre action sur le dossier syrien.

Monsieur le Président,

L'emploi répété d'armes chimiques remet en cause le droit international et met au défi notre capacité à préserver les valeurs, les principes et les règles qui fondent les Nations unies et notre action. Parce que ce sont les fondamentaux-mêmes de notre sécurité qui sont menacés, parce que nous devons être à la hauteur de nos engagements et de nos responsabilités, il n'y a pas d'autre option acceptable possible que de nous rassembler pour rétablir ensemble le tabou essentiel de l'interdiction d'emploi des armes chimiques. Alors sachons emprunter ensemble ce chemin exigeant. Soyez assuré de l'engagement de la France en ce sens, aux côtés de tous ses partenaires.

Je vous remercie./.